actifs chez nos voisins que chez nous? Tout le monde sait de quel avantage est une banque pour le commerce d'une localité; eh bien, nos centres commerciaux, agricoles et industriels de la province n'ont jamais eu l'aide des capitaux de la banque de Montréal. Heureusement, nos banques canadiennes ont, depuis quelques années, entrepris de combler cette lacune; mais elles ont un capital limité, et lorsque, comme cette année, la récolte manque, l'argent manque aussi dans les campagnes, le commerce de nos campagnes se trouve nécessairement à court de fonds pour attendre la nouvelle récolte.

Il est vrai que cette ostracisme de notre province a quelque fois ses inconvénients; le commerce d'Ontario a été mauvais cette année, et la banque de Montréal n'a réalisé que 10 p. c. à peu près sur son capital (augmenté de 50 p. c. par sa réserve) tandis que la Banque du Peuple, dont les affaires sont à peu près exclusivement faites dans notre province, réalisait 11 1/2 p. c. sur le sien.

Ce n'est pas tout ce que j'ai à reprocher à la banque de Montréal et à la banque des Mar bands, qui est dans la même situation vis-à-vis de la province. Il y a un autre grief que doivent ressentir durement nos marchands de Montréal; c'est que, pour maintenir le taux de l'escompte ici à un chiffre relativement trop élevé, les banques qui ont des dépôts énormes du gouvernement, c'est-à-dire de notre argent, placent ces dépôts aux Etats-Unis où le taux de l'escompte est beaucoup plus bas qu'ici.

Ainsi, au lieu de faire profiter notre commerce et notre industrie du bon marché des capitaux qui doit résulter de leur abondance, on exporte ces capitaux et on ne garde ici que jusque ce qu'il faut pour satisfaire à des taux élevés, la clientèle anglaise des banques en question. N'est-ce pas une injustice criante? Figurez-vous, Monsieur le Rédacteur, que le blé soit extrêmement abondant ici et que les meuniers, pour pouvoir maintenir le prix de la fleur, exportent et vendent à sacrifice à l'étranger la plus grande partie de ce blé. Qui ne se révolterait contre cette manœuvre? Et cependant n'est-ce pas absolument ce que font les banques anglaises quand elles placent à New-York les \$6,000,000 de dépôts qu'elles ont eus du gouvernement fédéral?

Je vais donner des chiffres pris dans le dernier rapport fait par les banques au gouvernement :

Banques.	Capital.	Fonds placés aux E.-U.
Montréal.....	\$12,000,000	\$10,402,602.95
B. N. A.....	4,666,666	716,074.00
Marchands.....	6,000,000	1,031,415.69

Ensemble, nos banques anglaises de Québec et d'Ontario ont actuellement placés aux Etats-Unis \$15,600,000 tandis qu'un million ou deux de ces fonds feraient tant de bien au commerce de notre province!

Et ces banques viendront solliciter les sympathies du public parce qu'on leur capital!

Il faut qu'elles aient bien de l'audace ou qu'elles nous croient bien bêtes.

Je demeure, Monsieur, votre etc,

UN PROPRIÉTAIRE.

PROCEDURE COMMERCIALE

Acte concernant la procédure quand à certaines matières commerciales et autres, requérant célérité.

Considérant que la nécessité d'une procédure spéciale accélérée et fait vivement sentir pour l'expédition des causes résultant des transactions commerciales les plus usuelles, ainsi que pour l'instruction de diverses autres contestations d'occurrence journalière et dont la nature requiert célérité: A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. Le chapitre premier, du titre deuxième du livre deuxième, de la seconde partie du code de procédure civile est abrogé sauf et excepté pour le district de Gaspé, et le suivant lui est substitué pour les autres parties de la province :

CHAPITRE PREMIER

Matières Sommaires

"887. Sont réputées matières sommaires et instruites comme telles, suivant les règles énoncées dans le présent chapitre :

1. Les actions en résiliation ou rescision de bail, ou en recouvrement de dommages provenant de l'infraction à quelques unes des conventions du bail, ou pour l'exécution des obligations qui en découlent d'après la loi, ou qui résultent des rapports entre locateur et locataire ;

2. Les actions fondées sur lettres de change, billets à ordre ou au porteur, chèques ou mandats de paiement, bons ou reconnaissances de dettes ;

3. Les demandes de commerçants pour prix et valeur de marchandises ou articles vendus dans le cours ordinaire de leurs opérations commerciales ;

4. Les réclamations pour salaires ou gages des commis, employés, ouvriers, journaliers ou domestiques, payables à la journée, à la semaine ou au mois ; ainsi que les réclamations pouvant résulter des rapports entre ces derniers et leurs patrons ;

5. Les réclamations pour pension et logement par les hôteliers et maîtres de pension.

6. Les réclamations fondées sur achat ou vente d'agrs appareils et avitaillement ;

7. Les réclamations résultant d'affrètement ou nolisement, emprunt ou prêt à la grosse ;

8. Celles résultant d'accords et conventions pour salaires et loyers d'équipages ;

9. Celles résultant d'engagement de mer pour le service de bâtiments de commerce.

"888. Les actions mentionnées au paragraphe premier de l'article précédent sont intentées soit devant la cour supérieure, soit devant la cour de circuit, suivant la valeur ou le montant du loyer réclamé, ou le montant des dommages allégués. Le locateur peut joindre à sa demande en résiliation une demande pour loyer dû, avec ou sans saisie-gagerie, et même avec arrêt en la possession du locataire ou des tiers et aussi par droit de suite, s'il est nécessaire.

"889. Les actions énumérées aux paragraphes deuxième, troisième, quatrième et cinquième de l'article

887, sont du ressort de la cour supérieure ou de la cour de circuit, suivant la demande.

"890. La cour supérieure et la cour de circuit exercent leur juridiction, quant aux actions mentionnées au paragraphe premier de l'article 887, pendant ou hors des termes, et même pendant la vacance depuis le trente juin au premier septembre.

"891. Dans les sections mentionnées au paragraphe premier de l'article 887, le délai d'assignation n'est que d'un jour intermédiaire, lorsque le lieu de la signification est dans un rayon de cinq lieues, avec l'extension ordinaire lorsque la distance est plus grande.

Dans les actions mentionnées aux autres paragraphes du même article, le délai d'assignation est de cinq jours intermédiaire lorsque le lieu de la signification est dans un rayon de quinze milles avec l'extension ordinaire lorsque la distance est plus grande.

"892. Le défendeur est tenu de comparaître le jour fixé dans le bref, à défaut de quoi, l'arrêt enregistré contre lui et le demandeur peut procéder en conséquence.

S'il comparait, il est tenu de plaider à la demande, sous deux jours à compter de la comparution à défaut de quoi le demandeur peut procéder *ex parte*.

Le demandeur est tenu de fournir sa réponse dans le délai de deux jours après la production de la défense, à peine de forclusion.

"893. Toute autre pièce de plaidoirie nécessaire pour lier la contestation doit être produite le jour juridique suivant, à peine de forclusion.

"894. Aussitôt la contestation liée, la cause peut être inscrite sur le rôle des enquêtes pour tout jour juridique subséquent, et il est procédé à la preuve au jour fixé, en continuant de jour en jour jusqu'à ce que l'enquête soit close de part et d'autre.

"895. L'enquête d'une partie peut être déclarée close sitôt qu'elle cesse de produire ses preuves.

"897. Les témoignages doivent être consignés par écrit, dans les causes mises devant la cour supérieure ou devant la cour de circuit appelable, à moins que les parties n'en conviennent autrement ; et dans ce dernier cas, il doit en être pris des notes, qui sont déposées dans le dossier pour en faire partie et qui sont considérées comme des preuves produites dans la cause.

"897. L'enquête étant close de part et d'autre, la cause peut être inscrite sur le rôle pour audition au mérite, le jour juridique suivant sans qu'il soit nécessaire d'en donner avis ; mais si elle est inscrite pour tout autre jour, avis en doit être donné à la partie adverse.

"898. Le jugement peut être rendu pendant les termes ou en dehors d'iceux. Il est exécutoire huit jours après qu'il a été prononcé.

Toutefois, le délai d'expulsion, dans les actions mentionnées au premier paragraphe de l'article 887, reste à la discrétion du tribunal.

899. Les délais, quant à l'assignation et aux plaidoiries, s'appliquent aussi à toute intervention, opposition ou autres procédures incidentes de même nature.

900. Les brefs d'assignation, de

saisie, d'exécution et de possession, sont adressés aux officiers ordinaires du tribunal, de la même manière que tous autres brefs de même nature et par eux exécutés.

2. Le présent acte deviendra en vigueur le premier septembre, mil huit cent quatre vingt huit et ne s'appliquera qu'aux actions intentées à partir de cette date.

CORSETS CROMPTON.

La fabrication d'un corset fournit réellement un sujet d'études très intéressantes et mériterait bien une visite à la manufacture. Avant que l'on ait complété ce petit accessoire qui est si utile pour donner à nos femmes leur forme élégante, il faut le faire passer par quatorze opérations différentes. On commence par le coupage, fait sur des tables de 75 pieds de long, sur lesquelles on étend en quarante huit épaisseurs l'étoffe qui forme la partie principale du corset. Sur cette étoffe on place les patrons et le coupege est fait par des hommes au moyen d'instruments d'une trempe aussi fine qu'un rasoir et de beaucoup plus de durée. Les pièces coupées sont passées à la salle de pique et ensuite aux autres salles où les opérations se succèdent jusqu'à l'achèvement complet du corset.

Une des plus intéressantes est le moulage qui se fait sur des formes en fer chauffées à la vapeur et sur lesquelles le corset demeure attaché jusqu'à ce qu'il soit prêt à mettre en vente. Le brochage est aussi très intéressant. Les dessins sont tous éclos du cerveau d'un seul homme qui emploie une délicate petite machine de fabrication française ressemblant un peu à une machine à coudre, mais d'un travail plus compliqué et plus délicat. Il est vraiment curieux de voir l'habileté et la rapidité avec laquelle cet homme travaille, sans parler de la fécondité apparemment inépuisable de son génie inventif. Et la rapidité avec laquelle les jeunes ouvrières suivent les patrons dessinés par lui n'est guère moins remarquable.

LE PRIX DU CABLE

Un certain nombre de lecteurs, en dehors certainement du commerce du fromage, nous demandent quelques explications sur les prix que nous cotons par le cable à Liverpool.

Ainsi nous disait un de nos abonnés, ce matin, le cable est aujourd'hui à 46 sh. qu'est-ce que cela veut dire ?

Cela veut dire qu'à Liverpool le fromage de choix est coté 46 shillings sterling par 112 livres.

La livre sterling variant généralement entre \$4.84 et \$4.86, cela veut dire que le fromage bon choix, vaut à Liverpool, en prenant \$4.85, comme valeur moyenne de la livre sterling, \$9.95 les 100 lbs ou 2 \$51.00c la livre.

Pour faire ce calcul nos abonnés n'auront qu'à multiplier le prix du cable par 241 valeur en centins du shilling sterling et à diviser par 112.

Pour avoir le prix du fromage à la fabrique, les fabricants devront tenir compte.

10. Du coût du fret du point de